

HUMAN RIGHTS WATCH

350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118
Telephone: +1-212-290-4700

AFRICA DIVISION

Peter Takirambudde
Executive Director
Janet Fleischman
Washington Director
Bronwen Manby
Deputy Director
Binaifer Nowrojee
Jemera Rone
Counsel
Suliman Ali Baldo
Alison L. DesForges
Alex Vines
Senior Researchers
Carina Tertsakian
Researcher
Corinne Dufka
Juliane Kippenberg
Sara Rakita
Tony Tate
Ellen Vermeulen
Consultants
Jeffrey Scott
Associate

ADVISORY COMMITTEE

Vincent A. Mai, *Chair*
Roland Algrant
Carole Artigiani
Robert L. Bernstein
William Carmichael
Michael Chege
Roberta Cohen
Carol Corillon
Cheryl "Imani" Countess
Alison L. DesForges
R. Harcourt Dodds
Stephen Ellmann
Aaron Etra
Gail M. Gerhart
Jack Greenberg
Nadine Hack
Arthur C. Helton
Alice H. Henkin
Robert Joffe
Edward Kannyo
Thomas Karis
Wendy Keys
Dan Martin
Samuel K. Murumba
Muna Ndulo
James C. N. Paul
Sidney S. Rosdeitcher
Dorothy Q. Thomas
Dirk van Zyl Smit
R. Keith Walton
Claude E. Welch, Jr.
Maureen White
Aristide R. Zolberg

HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth
Executive Director
Michele Alexander
Development Director
Carroll Bogert
Communications Director
Reed Brody
Advocacy Director
John T. Green
Operations Director
Barbara Guglielmo
Finance Director
Lotte Leicht
Brussels Office Director
Tom Malinowski
Washington Advocacy Director
Michael McClintock
Deputy Program Director
Maria Pignataro Nielsen
Human Resources Director
Dinah PoKempner
General Counsel
Malcolm Smart
Program Director
Wilder Taylor
Legal and Policy Director
Joanna Weschler
UN Representative
Jonathan Fanton,
Chair

Fax: +1-212-736-1300
Website: <http://www.hrw.org>

Pour diffusion immédiate

Pour toute information supplémentaire, veuillez contacter:

À Buffalo, Alison Des Forges: +1-716-881-2758

À Bruxelles, Jean-Paul Marthoz: +3-22-736-7838



Burundi : enlèvement d'enfants pour des actions militaires

Mandela et les Nations Unies doivent agir pour libérer les enfants soldats

(New York, 14 novembre 2001) Les douzaines d'élèves enlevés dans des écoles burundaises, la semaine dernière, doivent être libérés et le mouvement rebelle burundais qui les a capturés doit mettre fin à de tels rapt, a déclaré aujourd'hui Human Rights Watch.

Le groupe rebelle, les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) ont enlevé des élèves afin qu'ils servent comme soldats dans la guerre que le mouvement mène contre le gouvernement du Burundi. "Toutes les parties - rebelles ou gouvernementales - ont utilisé des enfants dans cette guerre horrible. Mais capturer des élèves en grand nombre, dans les écoles, afin d'en faire des soldats constitue une pratique nouvelle et fort inquiétante," a déclaré Alison Des Forges, Conseillère à la Division Afrique de Human Rights Watch.

Human Rights Watch appelle Nelson Mandela, ancien Président de l'Afrique du Sud et médiateur dans la guerre civile au Burundi, à plaider en faveur de la libération des élèves. Mandela s'adressera au Conseil de Sécurité des Nations Unies cette semaine.

"Une dénonciation ferme par Mandela et le Conseil de Sécurité pourrait peut-être convaincre les rebelles de libérer les élèves", a déclaré Des Forges. "Cela pourrait même peut-être persuader les FDD de laisser les enfants à leurs livres plutôt que de les forcer à manipuler des armes."

Selon un accord obtenu par Mandela, le gouvernement burundais et les parties politiques d'opposition partagent le pouvoir dans un gouvernement de transition installé le 1er novembre. Le parti le plus important dirigé par des Hutu, au Burundi, le FRODEBU, participe au gouvernement de Pierre Buyoya, un Tutsi. Mais les deux groupes rebelles dominés par les Hutu, les FDD et les Forces Nationales pour la Libération (FNL) ne font pas partie du gouvernement et ont intensifié la guerre depuis la prise de pouvoir de ce nouveau gouvernement.

Des représentants du FRODEBU et des FDD doivent se rencontrer cette semaine, en Tanzanie, afin de discuter d'un cessez-le-feu. Les rebelles des FDD ont fréquemment trouvé refuge en Tanzanie et ont bénéficié du soutien du gouvernement de la République Démocratique du Congo. Human Rights Watch a fermement encouragé le FRODEBU, mais aussi les responsables tanzaniens et congolais, à dénoncer ces enlèvements. "Ce sont les responsables qui parlent en tête-à-tête aux FDD qui sont les mieux placés pour les convaincre de respecter les lois de la guerre," a déclaré Des Forges.

Les forces des FDD ont enlevé plus de cinquante élèves des cours élémentaires et moyens de l'école primaire de Kirambi, dans la province orientale de Ruyigi, le 6 novembre. Trois jours plus tard, d'autres rebelles FDD ont enlevé plus de cent élèves du lycée de Musema, dans la province de Kayanza et ont totalement brûlé l'école. Les rebelles ont forcé les élèves à transporter les biens volés dans les maisons et magasins avoisinants et ont battu ceux qui vacillaient sur la route. Lors d'attaques antérieures, les rebelles ont fréquemment contraint des civils à les accompagner pour assurer le transport des biens pillés puis les ont relâchés. Mais la semaine dernière, les rebelles auraient déclaré aux élèves qu'ils ne les libéreraient pas et feraient d'eux des soldats afin qu'ils les aident dans leur guerre contre le gouvernement qui dure depuis huit ans.

Beaucoup d'élèves de Musema ont échappé aux rebelles, certains prenant la fuite quand les soldats gouvernementaux ont lancé une attaque contre les forces FDD. Plusieurs élèves de Kirambi ont aussi fui ceux qui les avaient capturés et sont rentrés chez eux. Mais des douzaines d'élèves, principalement les plus jeunes, demeurent aux mains des rebelles. Le plus jeune des enfants capturés avait douze ans.